

Positionnement international

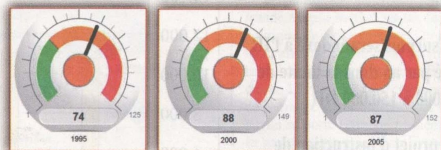
Les écueils qui plombent les efforts du Maroc

- Le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat en recul
- Taux de dépendance élevé pour les importations de céréales et d'énergies

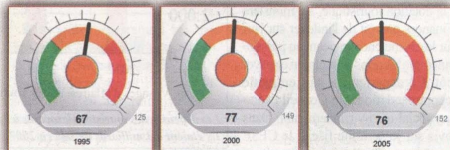
QUEL est le positionnement du Maroc au niveau international? C'est la question à laquelle ambitionne de répondre le tableau de bord stratégique, réalisé par l'Institut royal des études stratégiques (Ires), publié la semaine dernière. Sur la base de 187 indicateurs, ce document a mis en avant les domaines où le Maroc a avancé, a stagné ou a reculé, durant les deux dernières décennies. Cette radioscopie a concerné les différents aspects liés au développement du Maroc et aux conditions de vie des citoyens. L'un des principaux sujets examinés porte sur la

richesse globale du pays et son capital immatériel. Il en ressort que le Maroc a connu une «légère amélioration en termes de richesse globale par habitant, en gagnant deux places entre 1995 et 2005». Pour l'Ires, ce positionnement pourrait être amélioré, si Rabat parvient à «opérationnaliser la nouvelle Constitution, qui consacre l'approche fondée sur l'immatérialité». Par contre, le Royaume a perdu des places dans le classement en matière de PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA). Il a reculé de la 111e position en 1995 à la 116e en 2005, avant de s'établir à la 112e place en 2016. Pour les rédacteurs de ce document, ce positionnement «ne reflète pas les potentialités économiques du pays». Pour ce qui est du capital immatériel, «il représente les trois quarts de la richesse globale du Maroc, soit un niveau proche de celui des pays de l'OCDE», est-il précisé. Par contre, de nombreuses insuffisances sont identifiées dans d'autres aspects liés

Classement du Maroc en termes de richesse globale par habitant



Classement du Maroc en termes de capital immatériel par habitant



Source: IRES

La richesse globale du Maroc a connu une légère amélioration entre 1995 et 2005, selon l'Ires. En face, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat reste encore faible, même si les responsables de l'Ires considèrent qu'il «ne reflète pas les potentialités économiques du pays»

à ce domaine. Par exemple, en matière de sécurité alimentaire, l'Ires a insisté sur «l'accentuation, sur le long terme, de la dépendance extérieure en céréales, à cause de l'augmentation de la population et de la fréquence des sécheresses». Le

taux de dépendance et de réfrigération.

Le niveau de dépendance extérieure est également très élevé dans le domaine énergétique. Cela, même si ce taux a été ramené de 96,6% en 1999 à 93,3 en 2016, grâce notamment au développement de

Alerte sur la paix sociale

AU-DELÀ de la richesse globale, le tableau stratégique élaboré par l'Ires a également mis l'accent sur une série de domaines liés à la sécurité globale du pays. Il en ressort un «recul du positionnement en matière de l'indice global de paix, à cause notamment des manifestations sociales enregistrées dans certaines régions du Royaume». Rabat a reculé de la 66e à la 71e place entre 2008 et 2018. Sur le registre du développement humain, les efforts menés par le Maroc sont plombés par «la durée de scolarisation, qui n'est en moyenne que de 5,5 années en 2017, contre 12,2 années pour les pays à développement humain élevé». Résultat, le Maroc est classé à la 123e position sur 189 Etats dans l'Indice de développement humain du PNUD. La position en termes de prospérité et de bien-être est également défavorable. Rabat a reculé dans cet indice de la 62e à la 97e position entre 2009 et 2017. □

taux de dépendance aux importations est passé de 14,03% entre 1963 et 1971 à 43,44% entre 2002 et 2013. Cette situation est accentuée par la faible mobilisation des marges offertes par les progrès techniques, qui auraient pu compenser les effets négatifs du changement climatique et de la dégradation des bases productives. Autre élément négatif: «le retard enregistré en matière de durabilité alimentaire». Cela est lié, selon l'Ires, au mode de consommation, au gaspillage alimentaire ou encore à l'insuffisance des installa-

tion de production hydroélectrique et au lancement de la stratégie des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

En matière de capital naturel, l'Ires considère que la situation est préoccupante. «Le coût moyen de la dégradation de l'environnement, selon les estimations de la Banque mondiale, s'élevait à près de 4% du PIB en 2014». En face, Rabat ne consacre que moins de 1% de son PIB à la préservation de l'environnement. □

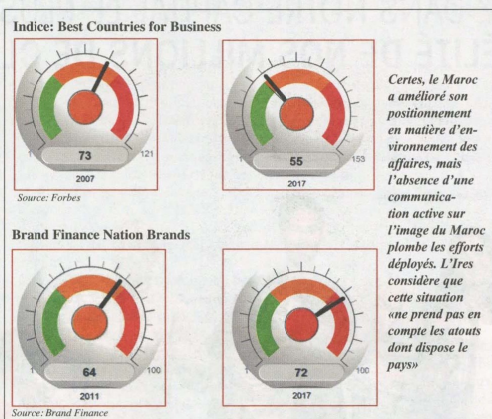
M.A.M.



Le défi d'intégrer le club des pays émergents

- Des avancées dans la plupart des indices d'attractivité économique
- Absence d'une stratégie intégrée de la marque Maroc
- La faiblesse de la régulation de la concurrence plombe les efforts de promotion

DEPUIS quelques années, le Maroc a clairement affiché son ambition d'intégrer le club des pays émergents. Mais est-ce que Rabat dispose des moyens de ses ambitions? La situation reste mitigée, selon les données de l'Ires concernant «l'insertion dans le nouvel ordre géoéconomique et géopolitique mondial». En matière d'attractivité, le pays a réussi une légère amélioration dans l'indice global de compétitivité du World Economic Forum. Pareil pour Doing Business. Rabat a réussi à progresser de 4 places durant les 4 dernières années, soit la 69e position en 2018. Le chef du gouvernement avait annoncé que l'objectif est d'atteindre la 50e place à l'horizon 2021. Les «avancées» du Maroc dans ce domaine se confirment avec la progression dans le classement de l'indice «Best Countries for Business». «Le Maroc a gagné plus de 29 places



entre 2007 et 2017, grâce notamment à l'amélioration du climat général des affaires», selon le dernier tableau de bord stratégique de l'Ires. Par contre, Rabat a reculé en matière de «Nation brands». Cela est lié à «l'absence de la fois d'une stratégie intégrée de la marque-Maroc et d'une communication active sur l'image du Royaume à l'international». La réputation extérieure du Maroc a stagné entre 2015 et 2018. Pour l'Ires, il s'agit d'un «positionnement moyen, dans la mesure

où cette réputation est équivalente à celle de la Corée du Sud et de l'Indonésie, et dépasse celle de l'ensemble des pays africains et arabes. Cependant, la corruption continue de plomber les efforts en matière d'attractivité. C'est l'une des principales raisons de la régression du positionnement en matière d'indice global de libertés économiques. Le Maroc est passé de la 34 à la 86e position entre 1995 et 2018.

Globalement, la part du Royaume sur le marché mondial reste faible, avec

à peine 0,1%. Une situation «sans commune mesure avec les potentialités du pays», selon l'Ires. Cela, en dépit de l'amélioration du score dans certains indices comme celui lié à la performance logistique. Dans ce domaine, Rabat a gagné 44 places entre 2007 et 2012. Une contre-performance a été enregistrée en 2018, notamment à cause du «manque d'efficacité de la chaîne d'approvisionnement». Les efforts menés en matière de qualité et de disponibilité de transport et de communication ont permis au Maroc d'améliorer son positionnement dans le domaine de facilité du commerce international, en avançant de 31 places. Cette situation est couplée à un «saut important en termes d'attraction des IDE». Ils sont passés de 0,3 à 2,4% du PIB entre 1995 et 2017. Parmi les atouts relevés par ce rapport: l'attractivité pour les investisseurs en ce qui concerne la stabilité financière. Dans ce domaine, Rabat est passée de la 35e à la 27e position, entre 2012 et 2015, dans l'indice Baseline Profitability. Néanmoins, la faiblesse de la régulation de la concurrence reste l'un des principaux obstacles identifiés.

En matière de croissance économique, le tableau de bord de l'Ires a insisté sur la résilience de l'économie marocaine face aux effets de la crise mondiale. Toutefois, cette croissance reste «caractérisée par de faibles créations d'emplois et génère encore des inégalités sociales». Parallèlement, le solde budgétaire s'est dégradé entre les périodes 1998-2007 et 2008-2017. Le gouvernement pourra inverser cette tendance s'il parvient à «diminuer la masse salariale et les charges de la Caisse de compensation». □

Insuffisances

CERTES, le PIB par habitant, en termes réels, a presque doublé depuis le début des années 90. Mais la moyenne de 2,4% sur la période 1990-2017 reste insuffisante par rapport aux taux réalisés par les pays émergents ou par ceux à niveau de développement comparable. Les faiblesses identifiées concernent également: le niveau d'ouverture de l'économie marocaine. La multiplication des accords de libre-échange s'est traduite par une détérioration du solde commercial, en raison notamment de problèmes de compétitivité. Cette situation est également liée au fait que «les entreprises marocaines ne tirent pas suffisamment profit des clauses préférentielles contenues dans ces accords de libre-échange». □